

Monsieur le Directeur d'ÉLITE
98 rue Franklin LAURENCE
Millrum Grand-Case
97150 Saint-Martin

Accompagnement à la démarche achat
(Accord-cadre à bons de commande de prestations de services divers)

Réf. : 2025_04_ELITE_AC

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------|

Article 1. Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

- L'analyse et l'évaluation des besoins, l'appréhension du tissu local économique, dans la mesure du possible, l'intégration des préoccupations de développement durable dans les procédures.
- La livraison de livrables.
- La rédaction des pièces administratives, l'analyses des besoins et l'accompagnement dans les différents stades de la procédure jusqu'à l'attribution.
- L'ensemble des prestations est décrit au CCTP et dans l'annexe financière.

Article 2. Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Article 3. Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 4. Clause d'open data

Conformément à l'article 37.4.3 du CCAG-FCS le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Article 5. Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Article 6. Forme privilégiée par l'acheteur pour notifier les décisions faisant courir un délai

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions faisant courir un délai seront notifiées de préférence à l'adresse électronique du titulaire.

Article 7. Formats des échanges électroniques

Les fichiers électroniques pourront être échangés par e-mail à l'adresse communiquée au besoin par le pouvoir adjudicateur. Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf"

Article 8. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales – Fournitures Courantes et service 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique et fonctionnelle complété par le candidat

Article 9. Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 10. Modalités de variation du prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

- Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient C_n résultant de la formule suivante $C_n = 0,850 + 0,150 (010599835_n / 010599835_0)$.
- La valeur de l'indice 010599835_n est la valeur de l'indice au mois n de la date d'application de la révision.
- La valeur de l'indice 010599835_0 est celle établie pour le mois d'établissement du prix M_0 .
- L'indice 010599835 correspond à : Indice du coût du travail - Salaires et charges - Tertiaire- Base 100 en 2016

Organe ou support de publication : Insee

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Révision provisoire

Lorsque la valeur finale de l'indice n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision. Le pouvoir adjudicateur procède à la révision définitive dès que l'indice correspondant est publié.

Le titulaire joint à sa demande de paiement la valeur des indices ainsi que le calcul des prix révisés.

Périodicité de la révision

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG :

Les prix sont révisés à chaque reconduction de l'accord-cadre. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Article 10.1 Clauses de réexamen

Le présent marché pourra, en cas de modifications des prestations prévues au marché, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions de l'article R2194-1 à 10 du Code de la Commande Publique. Les candidats doivent répondre obligatoirement à l'ensemble des prestations demandées dans le cahier des charges techniques. Toute modification en cours de marché, portant sur la consistance des prestations à réaliser ou modifications dans le cadre de rajout ou suppression de prestations. - Révision de

la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national. Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux. Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, ordre de service.

Article 11. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Mois de la date limite de remise des offres

Article 12. Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des services y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfice.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix du marché.

Les travaux et prestations imprévus, commandés par ordre de service, qui ne pourraient être réglés selon les conditions du marché, ou décomptés par analogie aux susdits prix, seront réglés selon les prix débattus entre l'administration et la société préalablement à leur exécution et ressortiront en prix nets.

Les paiements sont effectués sur présentation de factures portant le numéro de référence du marché.

Article 13. Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande monoattributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 14. Montant de l'Accord-cadre

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 300 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 300 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 300 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 300 000.00 euros HT.

Article 15. Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent :

- La référence à l'accord-cadre ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Le montant de la commande ;
- Les délais d'exécution.

Les bons de commande sont signés par : Le(a) président(e) de L'Établissement public.

Ils comportent aussi les indications suivantes :

Chaque bon de commande précisera :

- La nature et la description des prestations à réaliser
- Les délais d'exécution
- Le montant du bon de commande
- Le numéro de marché
- Le numéro du bon de commande

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, la durée d'exécution du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 16. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 1 année. La durée maximale éventuelle de l'accord-cadre est de 48 mois.

Délais d'exécution des bons de commande :

Le délai d'exécution est fixé par chaque bon de commande et court à compter de la notification de celui-ci.

Article 17. Suivi des prestations

Au sein du pouvoir adjudicateur, le suivi des prestations est assuré par : les personnes habilitées à l'article 6 du CCTP et l'Établissement Public (ÉLITE).

Article 18. Description des prestations

La description des prestations de services sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 19. Obligations de résultat

L'obligation de résultat figure au Cahier des Clauses Techniques.

Article 20. Opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

La personne chargée des vérifications est : l'Acheteur.

Article 21. Admission, ajournement, réfaction et rejet

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

La personne chargée de l'admission des prestations est : l'Acheteur.

Article 22. Moyens mis à la disposition du titulaire

L'Acheteur remet tout élément (des tableaux etc.) servants à l'accompagnement et la rédaction des livrables par le titulaire.

Article 23. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Les paiements s'effectuent au rythme de la transmission des factures constatant la livraison conforme des titres et / ou des duplicatas aux bons de commandes émis.

Article 24. Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires, le numéro du bon de commande.

Celle-ci doit respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des prestations et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la commande ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Article 25. Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme www.chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'État, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

Les factures dûment renseignées, devront être libellés au nom de l'EPIC.

L'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

1^{er} janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés). L'agence pour l'Informatique financière de l'État (AIFE) a développé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics.

Cette plateforme s'appelle Chorus Pro et est disponible à cette adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Aucune facture sous format papier ou par voie de courriel électronique ne sera acceptée.

Mentions obligatoires des factures électroniques :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture, la désignation du payeur, avec

l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement – la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services, notamment les livrables ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisés ; le montant total hors taxes, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires, l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Article 26. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 27. Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

Article 28. Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Article 29. Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2192-17 du code de la commande publique, les prestations feront l'objet d'une procédure de constatation de conformité, en conséquence le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée.

Article 30. Adresse de facturation

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 31. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 32. Dispositions concernant l'avance

Les dispositions concernant les périodes de reconduction ne sont applicables qu'en cas de reconduction.

Article 32.1 Taux et conditions de versement de l'avance – période n°1

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant TTC du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise, le taux de l'avance obligatoire est porté à 10%.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Article 32.2 Remboursement de l'avance – période n°1

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 32.3 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 32.4 Taux et conditions de versement de l'avance – période n°2

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant TTC du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise, le taux de l'avance obligatoire est porté à 10%.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Article 32.5 Remboursement de l'avance – période n°2

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 32.6 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 32.7 Taux et conditions de versement de l'avance – période n°3

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant TTC du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise, le taux de l'avance obligatoire est porté à 10%.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Article 32.8 Remboursement de l'avance – période n°3

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 32.9 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 32.10 Taux et conditions de versement de l'avance – période n°4

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

Cependant, même si les conditions d'obtention de l'avance obligatoire ne sont pas L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant TTC du bon de commande est

diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous- traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise, le taux de l'avance obligatoire est porté à 10%.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Article 32.11 Remboursement de l'avance – période n°4

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 32.12 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord- cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 33. Garantie technique

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 34. Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 35. Règles générales d'application des pénalités

Article 35.1 Modalités de retenue des pénalités

Les pénalités constituent un élément du décompte général du marché qui ne peut pas être isolé du solde.

Article 35.2 Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'acheteur à l'égard des autres opérateurs économiques.

Article 36. Pénalités de retard

Article 36.1 Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS : Les pénalités sont cumulables.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 150 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Pénalités pour absence à une réunion

En cas d'absence à une réunion, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros HT par absence est appliquée.

Pénalités pour retard dans le délai de livraison d'un livrable

En cas de de retard dans la livraison d'un livrable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros HT est

appliquée, à partir du lendemain de la date prévue jusqu'au jour de remise effective du livrable.

Article 36.2 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les diverses pénalités de retard applicables pour l'ensemble de l'accord-cadre sont plafonnées à la somme de 300 euros HT.

Article 36.3 Exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 36.4 Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Article 37. Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité journalière de retard, telle que prévue à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

Article 38. Résiliation

En cas d'annulation du bon de commande dans les délais ci-dessous, le titulaire sera indemnisé dans les conditions suivantes :

- 5 jours avant : 10% du bon de commande
- 3 jours avant : 20 % du bon de commande
- La veille : 50 % du bon de commande
- Le jour même : 100 % du bon de commande.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation en l'absence de commande émise et en cours.

Les autres dispositions du CCAG s'appliquent.

Article 39. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 40. Règlement amiable des litiges

Les dispositions du CCAG-FCS sur le recours gracieux s'appliquent, cependant lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire :

En cas de différend portant sur le respect des clauses ou l'exécution du présent accord-cadre, les parties conviennent de saisir pour avis et conciliation le médiateur avant toute procédure judiciaire.

La partie la plus diligente saisit le médiateur. Celui-ci se doit de présenter aux parties une proposition de conciliation dans le mois suivant sa saisine. Il peut requérir tout avis d'expert, si cet avis peut aider à la résolution du conflit. Le recours à l'avis d'un ou plusieurs experts proroge de 15 jours calendaires le délai de présentation de la proposition de conciliation. Les frais de médiation, y compris le recours aux experts sont supportés par moitié par chacune des parties. Il peut être demandé la récusation du médiateur par le titulaire sous réserve de proposer un autre médiateur en remplacement et cela avant tout litige et avant toute saisine du médiateur.

En cas de refus par le pouvoir adjudicateur du médiateur proposé en remplacement du médiateur récusé, la clause de règlement amiable des litiges ne peut s'appliquer.

La conciliation obtenue sur la base de la proposition de conciliation donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal ayant valeur contractuelle. Ce procès-verbal peut donner lieu à homologation devant le juge, si celui-ci est de nature transactionnelle. La tentative de conciliation est considérée comme infructueuse lorsque deux mois après saisine du médiateur un procès-verbal de conciliation n'est toujours pas établi.

Le médiateur peut être contacté aux coordonnées suivantes : <https://www.defenseurdesdroits.fr/>
Maison des services aux publics Quartier d'Orléans 97150 ST MARTIN

Article 41. Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Saint-Martin est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 42. Dérogations

L'article 10 - Modalités de variation du prix déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS. L'article 22 - Moyens mis à la disposition du titulaire déroge à l'article 18 du CCAG- FCS.

L'article 36.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS. L'article 36.2 - Plafonnement des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.2 du CCAG- FCS.

L'article 36.3 - Exonération des pénalités déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. L'article 38 - Résiliation déroge aux ou à l'article(s) article 42 du CCAG FCS 2021.